

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité de la registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat de la registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande à la registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

Applications for leave to appeal filed	1850 - 1851	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	1852 - 1861	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	1862 - 1867	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	1868 - 1869	Requêtes
Notice of reference	-	Avis de renvoi
Notices of appeal filed since last issue	-	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	-	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	1870 - 1873	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	1874 - 1875	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnote of reference	1876 - 1884	Sommaire du renvoi
Agenda	-	Calendrier
Summaries of the cases	-	Résumés des affaires
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Appeals	1885	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

The Minister of Justice

Christopher Rupar
A.G. of Canada

v. (30553)

Sheldon Blank (F.C.)

Sheldon Blank

FILING DATE 8.11.2004

Pharmascience Inc.

Guy Du Pont
Davies, Ward, Phillips & Vineberg

v. (30638)

Régie de l'assurance maladie du Québec (Qc)

Eddy Demers
Corneau, Demers, Semco & Boulanger

- and between -

Apotex Inc.

Irwin I. Liebman
Liebman & Associates

v. (30638)

Régie de l'assurance maladie du Québec (Qc)

Eddy Demers
Corneau, Demers, Semco & Boulanger

FILING DATE 16.11.2004

Frank Comeau, et al.

Frank Comeau

v. (30639)

Daniel G. Pole, et al. (N.B.)

Ronald J. Ashfield
Law Society of New Brunswick

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

- and between -

Frank Comeau

Frank Comeau

v. (30639)

Kenneth Martin (N.B.)

George H. LeBlanc
Clark Drummie

FILING DATE 16.11.2004

2016596 Ontario Inc.

Brent Lokash
Brent Lokash Law Corporation

v. (30560)

**Her Majesty the Queen in Right of Ontario as
represented by The Minister of Natural
Resources (Ont.)**

Dennis W. Brown, Q.C.
A.G. of Ontario

FILING DATE 29.11.2004

J.C.G.

Katia Léontieff
Desrosiers, Turcotte, Massicotte, Vaclair

c. (30562)

Sa Majesté la Reine (Qc)

Daniel Grégoire
P.G. du Québec

DATE DE PRODUCTION 30.11.2004

Her Majesty the Queen

David Lepofsky
A.G. of Ontario

v. (30641)

Bile Warsame Dore (Ont.)

Patrick John Leckey
James, John, Burke

FILING DATE 30.11.2004

Kenneth David MacKay

William H. Roe, Q.C.
Roe & Company

v. (30643)

Her Majesty the Queen (Sask.)

Anthony B. Gerein
A.G. of Saskatchewan

FILING DATE 1.12.2004

Heather Robertson

Michael McGowan
McGowan & Company

v. (30644)

The Thomson Corporation, et al. (Ont.)

Sheila Block
Torys

FILING DATE 2.12.2004

DECEMBER 6, 2004 / LE 6 DÉCEMBRE 2004

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Binnie and Charron JJ.
La juge en chef McLachlin et les juges Binnie et Charron**

Yvan Duhamel

c. (30518)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Preuve - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en décidant implicitement que la délivrance d'un mandat ADN en vertu de motifs obtenus par processus d'élimination ne viole pas le principe interdisant l'auto-incrimination? - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en décidant implicitement que la délivrance d'un mandat ADN en vertu de motifs obtenus par processus d'élimination en l'absence de nécessité sert au mieux l'administration de la justice?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 29 mai 2002
Cour du Québec, chambre criminelle et pénale
(Le juge Polak)

Demandeur trouvé coupable d'agression sexuelle (art.
271(1)a) du *Code criminel*)

Le 23 juin 2004
Cour d'appel du Québec
(Les juges Thibault, Rochon et Hilton)

Appel rejeté

Le 21 septembre 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Vernon Roy Mazzei

v. (30415)

**The Director of Adult Forensic Psychiatric Service and
The Attorney General of British Columbia (Crim.) (B.C.)**

NATURE OF THE CASE

Criminal Law (Non Charter) - Sentencing - Administrative law - Jurisdiction - Whether British Columbia Review Board has jurisdiction to impose conditions of a disposition order on the Director of Adult Forensic Psychiatric Service - *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, Part XX.1, s. 672.54.

PROCEDURAL HISTORY

April 3, 2002
British Columbia Review Board

Warrant of committal issued, Order of Review Board includes conditions 8, 9 and 10 imposed upon Director of Adult Forensic Psychiatric Service

April 29, 2004
Court of Appeal for British Columbia
(Levine, Ryan and Smith JJ.A.)

Director of Adult Forensic Psychiatric Service's appeal allowed; Conditions 8, 9 and 10 struck from disposition order

June 25, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Estela de Araujo

v. (30450)

Kenneth C. Read (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Appeal - Trial - Jury trial - Appellate court granting an appeal from a jury verdict and ordering a new trial - What is the test for a new civil trial after a jury verdict.

PROCEDURAL HISTORY

November 21, 2001
Supreme Court of British Columbia
(Clancy J.)

Applicant awarded damages by jury of \$162, 000;
Application for the discharge of the jury dismissed;
Application for mistrial dismissed

May 13, 2004
Court of Appeal for British Columbia
(Low, Thackray and Smith [*dissenting*] JJ.A.)

Appeal allowed; New trial ordered

August 5, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick

c. (30467)

Ville de Saint-Jean

- et entre -

Mario Charlebois

c. (30467)

Ville de Saint-Jean (N.-B.)

NATURE DE LA CAUSE

Législation – Interprétation – Emploi, par un défendeur, de la langue officielle choisie par la partie demanderesse dans une instance civile engagée contre Sa Majesté du chef du Nouveau-Brunswick ou une institution – Loi sur les langues officielles, *Loi sur les langues officielles*, L.N.-B. 2002, ch. O-0.5, art. 22 et 1 – La Cour d'appel a-t-elle erré en jugeant que les municipalités et les cités du Nouveau-Brunswick n'étaient pas des « institutions » au sens de l'art. 1 de la *Loi sur*

les langues officielles et n'étaient donc pas tenues d'utiliser la langue officielle choisie par le demandeur dans l'instance civile intentée contre la Ville intimée?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 11 décembre 2002 Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick (Le juge McLellan)	Requête du demandeur Charlebois visant à obtenir une ordonnance de services dans les deux langues officielles, rejetée
Le 17 juin 2004 Cour d'appel du Nouveau-Brunswick (Les juges Daigle, Larlee et Deschênes)	Appel du demandeur Charlebois rejeté
Le 17 août 2004 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée par l'Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick
Le 30 août 2004 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée par le demandeur Charlebois
Le 15 septembre 2004 Cour suprême du Canada	Requête de l'Association pour être ajoutée comme partie déposée

Gérard Dodier

c. (30413)

2436-8094 Québec Inc., Benoit Viens (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Responsabilité civile - Le jugement de première instance contient-il des erreurs qui permettraient à la Cour d'appel d'intervenir tant dans l'application du droit que dans l'appréciation de la preuve? - À qui appartient le fardeau de la preuve? - Dans une altercation, jusqu'où va la responsabilité de l'initiateur, c'est-à-dire de celui qui pose le premier geste excessif? - Quelle est la norme de comportement acceptable pour un portier d'un établissement hôtelier public?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 28 juin 2001 Cour supérieure du Québec (Le juge Boily)	Action du demandeur en dommages-intérêts rejetée
Le 30 avril 2004 Cour d'appel du Québec (Les juges Forget, Rothman et Beauregard [<i>dissident</i>])	Appel rejeté
Le 25 juin 2004 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

CORAM: Major, Fish and Abella JJ.
Les juges Major, Fish et Abella

Her Majesty the Queen

v. (30364)

James Sauvé and Richard Trudel (Crim.) (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Trial - Evidence - Whether Court of Appeal erred in law in its treatment of the fresh evidence of Jacques Trudel - Whether the trial judge failed to give an adequate “*Vetrovec* caution” - Whether Court of Appeal erred in law in excluding certain evidence related to the Respondent Sauvé’s criminal record - Whether Court of Appeal erred in law in excluding certain alleged ‘oath-helping’ evidence.

PROCEDURAL HISTORY

May 20, 1996
Ontario Superior Court of Justice
(McWilliam J.)

Convictions: first degree murder

January 30, 2004
Court of Appeal for Ontario
(Catzman, Rosenberg and Borins, JJ.A.)

Appeals allowed; convictions quashed and new trial ordered

June 2, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

June 28, 2004
Supreme Court of Canada
(LeBel J.)

Motion for extension of time to bring application for leave to appeal and to file a lengthy memorandum of argument granted

Her Majesty the Queen in right of the Province of Alberta

v. (30383)

Shirley Adrian, Debbie Anderson, Richard Edward Auten, James Edgar Baker, Constance Doreen Baker, Jeff Beeston, Isabell Bresse, John Bresse, Harry Chichak, Brian Edwin Ferguson, Ron George, Janice Patricia Hammond, Delores Hickmott, Gary Hickmott, James Milton Jobe, Brian W. Johnson, Wendy Lee Ramey, Marlene Dorothy Keep, Denis Keep, Carol Dianne Knott, Byron Knott, Laura Catherine Kristianson, Ralph Samuel Kristianson, Kimberly Ann Lebeuf, Alexander Patrick Nowosad, Elena Ricioppo, Dalvino Ricioppo, Shannon Ricketts, Kevin Roe, Kathy Romaniw, Ellen Sanderson, Jean Darlene Snipes, Richard Joseph Lipscombe, Deborah Anne Stabryla, Elizabeth Treau, Guiseppe Volpe, June Volpe, and John Does 1 to 100 and Jane Does 1 to 100

- and between -

The Attorney General of Canada As Represented By The Minister of Health For Canada

v. (30383)

Shirley Adrian, Debbie Anderson, Richard Edward Auten, James Edgar Baker, Constance Doreen Baker, Jeff Beeston, Isabell Bresse, John Bresse, Harry Chichak, Brian Edwin Ferguson, Ron George, Janice Patricia Hammond, Delores Hickmott, Gary Hickmott, James Milton Jobe, Brian W. Johnson, Wendy Lee Ramey, Marlene Dorothy Keep, Denis Keep, Carol Dianne Knott, Byron Knott, Laura Catherine Kristianson, Ralph Samuel Kristianson, Kimberly Ann Lebeuf, Alexander Patrick Nowosad, Elena Ricioppo, Dalvino Ricioppo, Shannon Ricketts, Kevin Roe, Kathy Romaniw, Ellen Sanderson, Jean Darlene Snipes, Richard Joseph Lipscombe, Deborah Anne Stabryla, Elizabeth Treau, Guiseppe Volpe, June Volpe, and John Does 1 to 100 and Jane Does 1 to 100 (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil – Equality rights – Procedural law – Civil procedure – Respondents infected with Hepatitis-C virus by tainted blood supplied by Canadian Red Cross before January 1, 1986 and after July 1, 1990 – Respondents bringing class action against Canada and Alberta governments alleging s. 15 *Charter* breach for failing to provide same compensation and benefits given to individuals infected between January 1, 1986 and July 1, 1990 – Court of Queen’s Bench refusing to grant application to strike statement of claim as abuse of process under *Alberta Rules of Court* – Decision upheld by Court of Appeal – Whether Court of Appeal erred in finding claim not factually hopeless, and allegations of discrimination involving complex questions that should be resolved at trial – Whether it is an abuse of process for a tort claimant to use s. 15 of the *Charter* to claim damages against a government, as an alternative to proving liability and damages, on the basis that the government settled another tort claim but not the claimant’s – Whether a pan-Canadian settlement of class action litigation, approved by three superior courts as good faith settlement of litigation can be challenged in a fourth province.

PROCEDURAL HISTORY

February 20, 2003
Court of Queen’s Bench of Alberta
(Ouellette J.)

Applicants’ application to strike Statement of Claim pursuant to Rule 129(1)(d) of the *Rules of Court*, dismissed

May 3, 2004
Court of Appeal of Alberta
(Fraser C.J.A., Fruman and Costigan JJ.A.)

Appeal dismissed

June 10, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed by the Applicant, Her Majesty the Queen in Right of Alberta

June 11, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed by the Applicant The Attorney General of Canada

Donald Mosher

v. (30569)

Minister of Natural Resources (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Property Law - Real Property - Vacant possession - Whether the Court of Appeal erred in not adjudicating in regard to arguments that the applications judge erred by refusing to hear arguments - Whether the Court of Appeal erred in not allowing sufficient time for submissions - Whether the Court of Appeal erred in not adjudicating in regard to arguments that the applications judge erred by dismissing the applicant's counter-application, and judging that the counter-application was an appeal - Whether the Court of Appeal erred in allowing the Crown's application for vacant possession

PROCEDURAL HISTORY

May 29, 2003
Ontario Superior Court of Justice
(Stach J.)

Declaration that land use permit expired the Applicant is using the land without authority; Applicant ordered to deliver vacant possession of public lands to Respondent

July 20, 2004
Court of Appeal for Ontario
(Catzman, Lang and Gillese JJ.A.)

Appeal dismissed

September 29, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

S.G.H.

v. (30493)

**The Board of Trustees of Calgary School District #19,
also known as The Calgary School Board (Alta.)**

NATURE OF THE CASE

Torts - Intentional torts - Sexual abuse - Vicarious liability - Non-residential schools - Whether a non-residential school board can be held vicariously liable for the intentional tort (specifically, child sexual abuse) of its employee, the child's teacher - Whether the above issue is of national and public importance in that the problem of child sexual abuse, and, specifically, child sexual abuse by teachers, is unfortunately prevalent throughout Canada, and jurisprudence with respect to vicarious liability in this particular context will affect the millions of children, thousands of teachers, and hundreds of school boards involved in non-residential school systems across the country

PROCEDURAL HISTORY

March 6, 2001 Court of Queen's Bench of Alberta (McMahon J.)	Respondent school board not vicariously liable for assault committed by teacher
June 2, 2004 Court of Appeal of Alberta (Conrad, McFadyen and MacLeod JJ.A.)	Appeal dismissed
September 1, 2004 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**CORAM: Bastarache, LeBel and Deschamps JJ.
Les juges Bastarache, LeBel et Deschamps**

Bendy Jean Gilles

c. (30539)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Charte canadienne (criminel) - Droit criminel - Détention - Détermination de la peine - Procédure - La Cour d'appel a-t-elle erré en décidant que l'audition de la requête pour permission d'appeler de la sentence présentée par la Couronne en l'absence du demandeur détenu alors qu'il n'était pas représenté par avocat respecte son droit d'être entendu parce qu'il a été prévenu formellement de la date d'audition projetée - La Cour d'appel a-t-elle erré en décidant que le demandeur n'avait pas subi de préjudice immédiat du fait qu'il ne s'agissait pas de l'appel au fond.

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 26 mars 2004 Cour du Québec (La juge Lamontagne)	Demandeur déclaré coupable d'avoir vécu des fruits de la prostitution, contrairement à l'article 212(1)j) C.cr. et avoir exercé une direction et un contrôle pour aider une personne à s'adonner à la prostitution, en vertu de l'article 212(1)h) C.Cr.; demandeur condamné à une peine de 16 mois d'enfermement
Le 4 juin 2004 Cour d'appel de Québec (Le juge Rothman)	Requête du demandeur pour permission d'en appeler de la peine, accueillie
Le 14 juillet 2004 Cour d'appel du Québec (Les juges Rayle, Morissette et Lemelin [<i>ad hoc</i>])	Requête du demandeur en rétractation de jugement rejetée
Le 28 septembre 2004 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Pascal Conway

c. (30357)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel (excluant la Charte) - Défense - Preuve - Admissibilité de la preuve - Défense de légitime-défense - Preuve de mobile - Témoignage - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en refusant d'ordonner un nouveau procès malgré la contestation d'une erreur de droit dans les directives au jury sur la légitime défense au motif qu'elle n'était pas convaincue que le verdict aurait été différent n'eût été l'erreur? - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en décidant que la mise en garde du jury était suffisante relativement à une preuve de mobile inadmissible, n'ayant aucune valeur probante et n'ayant aucun « air of reality »?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 27 avril 2001
Cour supérieure du Québec
(Le juge Tessier)

Déclaration de culpabilité: meurtre au deuxième degré en vertu de l'art. 235 du *Code criminel* et d'utilisation d'une arme à feu prohibée d'une manière négligente sans excuse légitime en vertu de l'art. 86(1)(3)a) du *Code criminel*

Le 29 mars 2004
Cour d'appel du Québec
(Les juges Otis, Forget et Hilton)

Appel rejeté

Le 28 mai 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Ricardo Hrtschan

c. (30354)

Ville de Montréal aux droits, obligations et charges de Ville Mont-Royal et Duncan E. Campbell (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Responsabilité civile - Dommages-intérêts - Libelle et diffamation - Dans l'exercice de ses fonctions comme chef exécutif de l'administration municipale, Hrstchan a-t-il commis une faute en suspendant temporairement Campbell de ses fonctions? - Advenant même que Hrstchan ait commis une faute, ce qui est formellement nié, celle-ci était-elle de nature à engager sa responsabilité civile? - Advenant même que Hrstchan puisse être tenu responsable, ce qui est formellement nié, le montant de 100 000\$ à titre de préjudice moral est-il justifié? - La Cour d'appel était-elle bien fondée de réviser l'octroi par la juge de première instance des frais extrajudiciaires encourus par l'intimé?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 30 janvier 2001
Cour supérieure du Québec
(La juge Borenstein)

Requête de l'intimé Campbell, accueillie; Ville Mont-Royal et demandeur condamnés à payer 100 000\$ et 63 054,56\$ de frais extrajudiciaires à l'intimé Campbell; demandeur condamné à payer 10 000\$ en dommages exemplaires à l'intimé Campbell

Le 15 septembre 2004
Cour d'appel du Québec
(Les juges Beauregard, Rousseau-Houle et Pelletier)

Requête pour présenter une preuve nouvelle; rejetée

Le 22 mars 2004
Cour d'appel du Québec
(Les juges Beauregard [*dissident en partie*], Rousseau-Houle et Pelletier)

Appel accueilli en partie à la seule fin de réduire le montant de la condamnation à 25 000\$

Le 21 mai 2004
Cour suprême du Canada

Demandes d'autorisation d'appel et de prorogation de délai déposées

Le 18 juin 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel incident déposée

Timothy Lincoln

v. (30482)

Bay Ferries Ltd. (F.C.)

NATURE OF THE CASE

Civil rights - Discrimination on basis of race and colour - Canadian Human Rights Tribunal dismissing complaint that Respondent had discriminated against Applicant on the basis of race and colour contrary to s. 7 of the *Canadian Human Rights Act*, R.S.C. 1985, c. H-6 - Whether Tribunal erred in law in concluding that Applicant had not established a *prima facie* case - Whether Tribunal erred in law in failing to consider Respondent's failure to fulfill its obligations under the *Employment Equity Act*, S.C. 1995, c. 44.

PROCEDURAL HISTORY

February 20, 2002
Canadian Human Rights Tribunal
(Sinclair, Chairperson)

Complaint that Respondent discriminated against Applicant on the basis of race and colour contrary to s. 7 of the *Canadian Human Rights Act* dismissed

October 6, 2003
Federal Court of Canada, Trial Division
(Dawson J.)

Applicant's application for judicial review dismissed

May 27, 2004
Federal Court of Appeal
(Stone, Létourneau and Evans JJ.A.)

Appeal dismissed

August 26, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Développements de Normandie inc.

c. (30476)

André Delorme (Qc)

NATURE DE LA CAUSE

Droit des biens - Hypothèques - Recours - Jugements et ordonnances - Désistement - La Cour d'appel a-t-elle erré lorsqu'elle a autorisé la Caisse à exercer la prise en paiement tout en méconnaissant l'existence de la décision du juge Crépeau et en ignorant l'autorité de la chose jugée? - La Cour d'appel a-t-elle erré en omettant de déclarer sans effet le désistement du jugement Crépeau vu que ce désistement ne rencontrait pas les exigences strictes de l'art. 476 du *Code de procédure civile*, L.R.Q., ch. C-25? - La Cour d'appel a-t-elle erré quant à la portée du jugement Chaput lorsqu'elle a décidé que ce jugement confirme la subsistance de l'intégralité des droits de la Caisse sur le Golf Deauville?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 4 novembre 2002
Cour supérieure du Québec
(Le juge De Grandpré)

Requête en délaissement et prise en paiement de l'intimé
accueillie

Le 26 mai 2004
Cour d'appel du Québec
(Les juges Rayle, Hilton et Lemelin [*ad hoc*])

Appel rejeté

Le 24 août 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

DECEMBER 9, 2004 / LE 9 DÉCEMBRE 2004

30346 **Benoît Proulx c. Sa Majesté la Reine** (CF) (Civile) (Autorisation)

Coram: La juge en chef McLachlin et les juges Binnie et Charron

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-214-03, daté du 16 mars 2004, est rejetée avec dépens.

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-214-03, dated March 16, 2004, is dismissed with costs.

NATURE DE LA CAUSE

Procédure - Procédure civile - Preuve - Convention d'honoraires - La Cour d'appel fédérale a-t-elle commis une erreur de droit en concluant que le juge de première instance n'avait pas commis d'erreur justifiant son intervention alors que ce dernier: a négligé et mal interprété la preuve de telle manière que sa conclusion en a été affectée; a négligé le témoignage du demandeur au motif qu'il rendait un témoignage intéressé du simple fait qu'il est partie au litige; a erré en droit en négligeant ou omettant le témoignage de la partie demanderesse qui a été déposé en preuve par la partie adverse; a erré en droit en décidant qu'un avocat n'est pas contraint d'émettre une facture à son client pour lui réclamer le paiement des honoraires qui lui sont dus en vertu d'une convention d'honoraires et a erré en droit en décidant qu'une convention de 30% n'était pas susceptible de donner un caractère de lucre et de commercialité à la profession d'avocat?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 4 février 2003
Cour fédérale du Canada, Section de première instance
(Le protonotaire Morneau)

Saisie-arrêt: 30% des sommes reçues du gouvernement du Québec par demandeur sont saisies arrêtées dans le but de répondre aux certificats déposés contre la débitrice-saisie par l'intimée.

Le 25 avril 2003
Cour fédérale du Canada, Section de première instance
(Le juge Noël)

Requête du demandeur demandant la nullité de l'ordonnance définitive de saisie-arrêt du protonotaire Morneau, rejetée

Le 16 mars 2004
Cour d'appel fédérale
(Le juge en chef Richard, les juges Décary et Pelletier)

Appel accueilli en partie; demandeur ordonné de remettre à l'intimée la somme de 425, 239.32 \$

Le 14 mai 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

30502 **Mercelin Mitchell, Kareem Mitchell, Vincent Mitchell, by their litigation guardian, Mercelin Mitchell, Carlington Graham and Omar Graham v. The Estate of Harry Truswell Mason AND BETWEEN Mercelin Mitchell v. Wawanesa Mutual Insurance Company** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Binnie and Charron JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C39115, dated July 12, 2004, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C39115, daté du 12 juillet 2004, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Torts - Insurance - Administrative law - Appeal - Judicial Review - Motor vehicles - Negligence - Whether the Court of Appeal for Ontario erred in dismissing the Applicant's appeal.

PROCEDURAL HISTORY

October 21, 2002
Ontario Superior Court of Justice
(Cameron J.)

Applicants' applications for damages for personal injuries and for statutory accident benefits for caregiver benefits, dismissed

July 12, 2004
Court of Appeal for Ontario
(Abella, Moldaver and Goudge JJ.A.)

Appeal dismissed; fresh evidence considered

September 2, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

30432 **Mirhashem Seyed-Fatemi v. Her Majesty the Queen** (B.C.) (Criminal) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Binnie and Charron JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for British Columbia (Vancouver), Number CA28588, dated August 1, 2003, is dismissed.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA28588, daté du 1er août 2003, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal Law (Non Charter) - Trial - Jury Charge - Defences- Whether defences of automatism, intoxication and provocation ought to have been withdrawn from the jury on the ground that they did not have an air of reality - Whether trial judge erred in charging the jury that evidence on automatism and intoxication did not justify their consideration of these defences - Whether instructions to the jury erred with respect to the common sense inference that a sane and sober person intends the natural consequences of his or her actions.

PROCEDURAL HISTORY

May 4, 2001
Supreme Court of British Columbia
(Vickers J.)

Applicant convicted by jury of second degree murder contrary to s. 235 of the *Criminal Code*

August 1, 2003
Court of Appeal for British Columbia
(Southin, Saunders, and Thackray JJ.A.)

Appeal against conviction dismissed

July 9, 2004
Supreme Court of Canada

Applications for leave to appeal and for extension of time
filed

30447 **Local Union No. 1005 United Steelworkers of America, Local Union No. 5328 United Steelworkers of America, Local Union No. 8782 United Steelworkers of America v. Stelco Inc., CHT Steel Company Inc., Stelpipe Ltd., Stelwire Ltd., and Welland Pipe Ltd. (collectively "STELCO"), CIT Business Credit Canada Inc., GE Commercial Finance, Fleet Capital Canada (collectively the "Senior Lenders")** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Binnie and Charron JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number M31129, dated May 5, 2004, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro M31129, daté du 5 mai 2004, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Creditor and debtor - Bankruptcy - What are the appropriate tests for "inability insolvency"? - What are the appropriate tests for "balance sheet insolvency"? - Are the ordinary rules of evidence applicable to a contest as to whether a company meets the tests for *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36 protection?

PROCEDURAL HISTORY

January 29, 2004
Ontario Superior Court of Justice
(Farley, J.) Respondents' motion for orders granting relief and protection under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (CCAA) granted

March 22, 2004
Ontario Superior Court of Justice
(Farley J.) Applicants' motion for an order rescinding the initial order of Farley J. dated January 29, 2004 dismissed

May 5, 2004
Court of Appeal for Ontario
(Doherty, Laskin and Moldaver JJ.A.) Applicants' motion for leave to appeal the order of Farley J. dated March 22, 2004 dismissed

August 3, 2004
Supreme Court of Canada Application for leave to appeal filed

30412 **Charles B. Loewen v. Her Majesty the Queen** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Binnie and Charron JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-156-03, dated April 30, 2004, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-156-03, daté du 30 avril 2004, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Taxation - Assessment - Statutes - Interpretation - *Income Tax Act*, R.S.C. 1985 (5th Supp.), c. 1, s. 152(9) - Whether the Federal Court of Appeal improperly overlooked this Court's decision in *Continental Bank*, the legislative history of s. 152(9), and the language of the provision - Whether it misinterpreted the limits on the Minister's power to reassess after the applicable limitation period has expired - Whether it improperly defined "assessment", "basis for a reassessment" and "argument" - Whether its reasons permit the Minister to appeal from his own assessment - Whether its reasons permit the Minister to act in excess of his or her statutory jurisdiction by permitting the Minister to reassess after the expiry of the applicable limitation period - Whether its reasons provide the Minister with the ability to use the appeal process to rectify his or her own errors by reassessing outside the limitation period - Whether it is appropriate to permit the Minister to plead notice of new bases that the taxpayer has never had the opportunity to canvass with the Minister or to plead new bases that were expressly considered and rejected by the Minister at the reassessment stage - Whether the Federal Court of Appeal's reasons will allow discovery to become a fishing expedition during which the Minister can attempt seek evidence to support new bases for the reassessment.

PROCEDURAL HISTORY

March 14, 2003 Tax Court of Canada (Bowman A.C.J.)	Applicant's motion to strike Respondent's reply to the notice of motion demanding income tax assessment, allowed in part
April 30, 2004 Federal Court of Appeal (Evans, Sexton, Sharlow JJ.A)	Appeal allowed; Applicant's cross-appeal and motion to strike dismissed
June 28, 2004 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

30344 **Northwest Communications Ltd. dba Northwest Imaging & FX v. Minds Eye Entertainment Ltd. and its Subsidiaries, Royal Bank of Canada, Investment Saskatchewan Inc., Crocus Investment Fund** (Sask.) (Civil) (By Leave)

Coram: **McLachlin C.J. and Binnie and Charron JJ.**

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan, Number 885 - 2004 SKCA 41, dated March 23, 2004, is dismissed with costs to the respondent Royal Bank of Canada.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan, numéro 885 - 2004 SKCA 41, daté du 23 mars 2004, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimée la Banque Royale du Canada.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Creditor and debtor - Whether a secured creditor can be included in the class of unsecured creditors in a proceeding under the *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36.

PROCEDURAL HISTORY

January 9, 2004 Court of Queen's Bench of Saskatchewan (Matheson J.)	Respondent Minds Eye Entertainment Ltd.'s application for an Order sanctioning a Plan of Compromise, granted with certain modifications
--	---

March 23, 2004
Court of Appeal for Saskatchewan
(Tallis, Vancise and Jackson JJ.A.)

Applicant's appeal dismissed

May 21, 2004
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

August 17, 2004
Supreme Court of Canada

Motion to extend time to file and serve application for leave on Respondents Business Development Bank and CIBC, filed

30516 **Ndem Belende c. Allan Greenspoon, Belle Lasman** (Ont.) (Civile) (Autorisation)

Coram: Les juges Bastarache, LeBel et Deschamps

La demande d'autorisation d'appel des arrêts de la Cour d'appel de l'Ontario, numéros M30594, M31008 et M30550, datés du 6 août 2004, est rejetée sans dépens.

The application for leave to appeal from the judgments of the Court of Appeal for Ontario, Numbers M30594, M31008 and M30550, dated August 6, 2004, is dismissed without costs.

NATURE DE LA CAUSE

Droit des biens - Hypothèques- Établissement du montant à payer pour rachat de l'hypothèque - Est-ce que la juge de motions a commis une erreur dans son calcul des droits de paiement anticipé d'un montant de 5 460\$? -Est-ce qu'elle avait raison d'inclure dans le montant de rachat la pénalité de trois mois d'intérêts?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 29 août 2003
Cour supérieure de justice
(La juge Boyko)

Demandeur ordonné à racheter l'hypothèque

Le 31 octobre 2003
Cour divisionnaire
(Le juge Blair)

Demande des intimés pour annuler l'appel du demandeur accueillie

Le 10 décembre 2003
Cour supérieure de justice
(Le juge Marchand)

Demandeur ordonné à payer la somme de 302 611.82\$;
Prise de possession accordée aux intimés

Le 23 mars 2004
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(Le juge Rivard)

Motion des intimés pour interdire toute motion du demandeur sans autorisation de la Cour rejeté; Motion des intimés pour interdire toute motion du demandeur sans autorisation d'un juge de la Cour supérieur de justice rejeté

Le 7 juin 2004
Cour d'appel de l'Ontario
(Les juges Labrosse, Charron et Rouleau [*ad hoc*])

Motion en autorisation d'interjeter appel de l'ordonnance du juge Blair accueillie uniquement en ce qui concerne la prime de remboursement anticipé.

Le 6 août 2004
Cour d'appel de l'Ontario
(Les juges Labrosse, Charron et Rouleau [*ad hoc*])

Appel interjeté contre l'ordonnance du juge Boyko, rejeté; Motion en révision de l'ordonnance du greffier de la Cour rejetée; Motion en vue d'établir le montant pour racheter une hypothèque rejetée.

Le 17 septembre 2004
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

30.11.2004

Before / Devant: THE DEPUTY REGISTRAR

Motion by the respondent to file a lengthy factum (50 pages)

Requête de l'intimée en vue de déposer un long mémoire (50 pages)

Simon Kwok Cheng Chow

v. (29919)

Her Majesty the Queen (B.C.) (Crim.)

GRANTED / ACCORDÉE

30.11.2004

Before / Devant: THE DEPUTY REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the applicant's reply

Requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la réplique de la demanderesse

Her Majesty the Queen

v. (30364)

James Sauvé, et al. (Ont.) (Crim.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to November 9, 2004.

30.11.2004

Before / Devant: THE DEPUTY REGISTRAR

Motion by the respondents to file a sur-reply

Requête des intimés en vue de déposer une réponse à la réplique

Her Majesty the Queen

v. (30364)

James Sauvé, et al. (Ont.) (Crim.)

GRANTED / ACCORDÉE

3.12.2004

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motion to file a reply factum on appeal

**Requête en vue de déposer un mémoire en réplique
concernant l'appel**

North Fraser Harbour Commission, et al.

v. (29971)

Attorney General of British Columbia, et al. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE The motion by the respondent, British Columbia Hydro and Power Authority, to file a reply factum on appeal (20 pages) on or before December 14, 2004, is granted.

**APPEALS HEARD SINCE LAST ISSUE
AND DISPOSITION**

**APPELS ENTENDUS DEPUIS LA
DERNIÈRE PARUTION ET
RÉSULTAT**

7.12.2004

CORAM: Chief Justice McLachlin and Major, Bastarache, LeBel, Deschamps, Abella and Charron JJ.

Cabot Insurance Company Limited, et al.

v. (29849)

Peter Ryan (N.L.) (Civil) (By Leave)

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

Nature of the case:

Procedural law - Limitations of actions - Estoppel by convention - Settlement discussions - Whether estoppel by convention applies so as to prevent Moore's estate and the Insurer from relying on the fact of Moore's death and the granting of Letters of Administration, thereby precluding them from establishing that Ryan's action was commenced outside the *Survival of Actions Act*, R.S.N. 1990, c. S-32, limitation period - Whether the discoverability rule applies to the limitation period contained in section 5 of the *Survival of Actions Act*? - Whether alternatively, the limitation period should be extended because of "special circumstances"?

Sandra Chaytor and Jorge Segovia for the appellants (respondents on the cross-appeal).

Ian F. Kelly, Q.C., and Gregory A. French for the respondent (appellant on the cross-appeal).

Nature de la cause:

Droit de la procédure - Prescription - Préclusion par convention - Négociations en vue d'un règlement - La préclusion par convention s'applique-t-elle de manière que la succession de M. Moore et l'assureur ne puissent invoquer le décès de M. Moore et l'octroi de lettres d'administration ni, de ce fait, établir que l'action de M. Ryan a été intentée après l'expiration du délai de prescription prévu par la *Survival of Actions Act*, R.S.N. 1990, ch. S-32? - La règle de la possibilité de découvrir le préjudice s'applique-t-elle au délai de prescription que prévoit l'article 5 de la *Survival of Actions Act*? Subsidiairement, y a-t-il lieu de prolonger le délai de prescription en raison de « circonstances particulières »?

7.12.2004

CORAM: Chief Justice McLachlin and Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

E.B.

v. (29890)

Order of the Oblates of Mary Immaculate in the Province of British Columbia (B.C.) (Civil) (By Leave)

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

John R. Shewfelt and Darrell W. Roberts, Q.C., for the appellant.

Azool Jaffer-Jeraj and Mobina Jaffer, Q.C., for the respondent.

Mitchell R. Taylor for the intervener Attorney General of Canada.

Karen A. Horsman for the intervener Attorney General of British Columbia.

Nature of the case:

Torts - Vicarious liability - Residential school - Employee of religious community sexually assaulting minor on a regular and frequent basis over a period of four to five years - Whether the Court of Appeal erred by overlooking and contradicting the trial judge's factual findings - Whether the Court of Appeal erred by disregarding the operational characteristics of the Christie Residential School as a factor relevant to determining vicarious liability.

Nature de la cause:

Responsabilité délictuelle - Responsabilité du fait d'autrui - Pensionnats - Agressions sexuelles commises de façon fréquente et régulière contre un mineur par un employé d'une communauté religieuse au cours d'une période de quatre à cinq ans - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en ne tenant pas compte des conclusions de fait du juge du procès ou en tirant des conclusions contraires? - La Cour d'appel a-t-elle fait erreur en ne considérant pas les modalités de fonctionnement du pensionnat Christie comme un facteur pertinent pour statuer sur la question de la responsabilité du fait d'autrui ?

8.12.2004

CORAM: La juge en chef McLachlin et les juges Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish et Charron

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

c. (30025)

Léon Mugesera, et al. (CF) (Civile) (Autorisation)

Guy Bertrand et Josianne Landry-Allard pour l'appelant sur la requête.

Bernard Laprade pour l'intimé sur la requête.

Michel F. Denis, Normand Lemyre et Louise-Marie Courtemanche pour l'appelant.

Guy Bertrand et Josianne Landry-Allard pour les intimés.

David Matas pour l'intervenant League for Human Rights of B'nai Brith Canada.

Argumentation écrite seulement par Benjamin Zarnett et Noah Novogrodsky pour l'intervenant Canadian Jewish Congress.

**MOTION FOR PERMANENT STAY AND RELATED RELIEF DISMISSED, REASONS TO FOLLOW /
REQUÊTE EN SUSPENSION DÉFINITIVE ET RÉPARATIONS CONNEXES REJETÉE, MOTIFS À SUIVRE
APPEAL RESERVED / APPEL MIS EN DÉLIBÉRÉ**

Nature of the case:

Administrative law - Judicial review - Immigration law - Criminal law - Incitement to hatred, murder and genocide - Whether the Federal Court of Appeal exceeded its jurisdiction in carrying out its own appraisal of the evidence without showing the deference owed to findings of fact of the Appeal Division of the Immigration and Refugee Board (Appeal Division) - Whether the Federal Court of Appeal erred in finding that Léon Mugesera did not incite in his speech to hatred, murder and genocide - Whether the Federal

Nature de la cause:

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Droit de l'immigration - Droit criminel - Incitation à la haine, au meurtre ou au génocide - La Cour d'appel fédérale a-t-elle excédé ses pouvoirs en procédant à sa propre évaluation de la preuve, sans accorder la déférence requise aux conclusions factuelles de la Section d'appel de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (la Section d'appel)? - La Cour d'appel fédérale a-t-elle erré en concluant que, dans son discours, Léon Mugesera n'a pas incité à la haine, au meurtre et au

Court of Appeal erred in holding that the Appeal Division had no reasonable grounds to believe that Léon Mugesera, in delivering his speech, committed a crime against humanity in Rwanda.

génocide? - La Cour d'appel fédérale a-t-elle erré en concluant que la Section d'appel ne pouvait valablement penser pour des motifs raisonnables que, par son discours, Léon Mugesera a commis, au Rwanda, un crime contre l'humanité?

8.12.2004

CORAM: Les juges Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

Le procureur général du Québec, et al.

Hugo Jean, René Napert et Martine Sauvé pour les appelants.

c. (29822)

Bernard Boucher et Sébastien Guy pour les intimés.

Raymond Chabot Inc., ès qualités de syndic à la faillite de D.I.M.S. Construction Inc., et al. (Qc) (Civile) (Autorisation)

Robin K. Basu et Sarah Wright pour l'intervenant Procureur général de l'Ontario.

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

Nature of the case:

Nature de la cause:

Commercial law - Bankruptcy - Creditors - Order of priorities - Whether s. 54 of the *Act respecting labour relations, vocational training and manpower management in the construction industry* is inapplicable or inoperative in whole or in part by reason of being in conflict with the *Bankruptcy and Insolvency Act*, particularly s. 136 thereof - Whether s. 316 of the *Act respecting industrial accidents and occupational diseases* is inapplicable or inoperative in whole or in part by reason of being in conflict with the *Bankruptcy and Insolvency Act*, particularly s. 136 thereof.

Droit commercial - Faillite - Créanciers - Ordre de priorité - L'article 54 *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* est-il, en totalité ou en partie, inapplicable ou inopérant pour cause de conflit avec la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et en particulier avec l'art. 136 de cette loi? - L'article 316 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* est-il, en totalité ou en partie, inapplicable ou inopérant pour cause de conflit avec la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, et en particulier avec l'art. 136 de cette loi?

9.12.2004

CORAM: La juge en chef McLachlin et les juges Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps et Abella

André Pelland

Louis H. Lacroix, François Chevette et Sébastien Locas pour l'appelant.

c. (29805)

Pierre Brosseau et Nancy Lemaire pour l'intimée Fédération des producteurs de volailles du Québec.

Fédération des producteurs de volailles du Québec, et al. (Qc) (Civile) (Autorisation)

Pierre-Christian Labeau pour l'intimé Procureur général du Québec.

David K. Wilson et Lynn Starchuk pour l'intervenant Chicken Farmers of Canada.

René LeBlanc pour l'intervenant Procureur général du
Canada.

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

Nature of the case:

Constitutional law - Division of powers - Whether the *Act respecting the marketing of agricultural, food and fish products*, R.S.Q., c. M-35.1, and the *Règlement sur la production et la mise en marché du poulet*, R.R.Q., c. M-35.1, r. 13.2, constitutionally apply *ex proprio vigore* to limit the production of chickens destined exclusively to the interprovincial market - If not, whether the *Act respecting the marketing of agricultural, food and fish products*, R.S.Q., c. M-35.1, and the *Règlement sur la production et la mise en marché du poulet*, R.R.Q., c. M-35.1, r. 13.2, nonetheless apply to limit the production of chickens destined exclusively to the interprovincial market by virtue of s. 22(3) of the *Farm Products Marketing Agencies Act*, R.S.C. 1985, c. F-4, and the *Canadian Chicken Marketing Agency Quota Grant of Administrative Authority*, P.C. 1991-1090.

Nature de la cause:

Droit constitutionnel - Partage des compétences - La *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*, L.R.Q., ch. M-35.1, et le *Règlement sur la production et la mise en marché du poulet*, R.R.Q., ch. M-35.1, r. 13.2, s'appliquent-ils *ex proprio vigore*, d'une manière conforme à la Constitution, pour continger la production de poulets destinés en exclusivité au marché interprovincial? - Dans la négative, la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*, L.R.Q., ch. M-35.1, et le *Règlement sur la production et la mise en marché du poulet*, R.R.Q., ch. M-35.1, r. 13.2, s'appliquent-ils néanmoins pour continger la production de poulets destinés en exclusivité au marché interprovincial en raison du par. 22(3) de la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme*, L.R.C. 1985, ch. F-4, et de la *Délégation de pouvoir par l'office canadien de commercialisation des poulets en matière de contingentement*, C.P. 1991-1090?

Reasons are available

Les motifs sont disponibles

DECEMBER 9, 2004 / LE 9 DÉCEMBRE 2004

29866 **In the Matter of Section 53 of the *Supreme Court Act*, R.S.C. 1985, c. S-26
And in the Matter of a Reference by the Governor in Council concerning the Proposal for an Act
respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes, as set out in Order in
Council P.C. 2003-1055, dated July 16, 2003
2004 SCC 79 / 2004 CSC 79**

Coram: McLachlin C.J. and Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

The Reference by the Governor in Council concerning the Proposal for an Act respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes was heard on October 6 and 7, 2004. The reference questions are answered as follows:

1. Is the annexed *Proposal for an Act respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes* within the exclusive legislative authority of the Parliament of Canada? If not, in what particular or particulars, and to what extent?

Answer: With respect to section 1: Yes. With respect to section 2: No.

2. If the answer to question 1 is yes, is section 1 of the proposal, which extends capacity to marry to persons of the same sex, consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? If not, in what particular or particulars, and to what extent?

Answer: Yes.

3. Does the freedom of religion guaranteed by paragraph 2(a) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* protect religious officials from being compelled to perform a marriage between two persons of the same sex that is contrary to their religious beliefs?

Answer: Yes.

4. Is the opposite-sex requirement for marriage for civil purposes, as established by the common law and set out for Quebec in section 5 of the *Federal Law -- Civil Law Harmonization Act, No. 1*, consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? If not, in what particular or particulars and to what extent?

Answer: The Court exercises its discretion not to answer this question.

The Court denies the requests for costs.

Le renvoi du Gouverneur en conseil au sujet de la Proposition de loi concernant certaines conditions de fond du mariage civil a été entendu les 6 et 7 octobre 2004. Les questions posées dans le renvoi reçoivent les réponses suivantes :

1. La *Proposition de loi concernant certaines conditions de fond du mariage civil*, ci-jointe, relève-t-elle de la compétence exclusive du Parlement du Canada? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?

Réponse : En ce qui concerne l'art. 1 : Oui. En ce qui concerne l'art. 2 : Non.

2. Si la réponse à la question 1 est affirmative, l'article 1 de la proposition, qui accorde aux personnes du même sexe la capacité de se marier, est-il conforme à la *Charte canadienne des droits et libertés*? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?

Réponse : Oui.

3. La liberté de religion, que garantit l'alinéa 2a) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, protège-t-elle les autorités religieuses de la contrainte d'avoir à marier deux personnes du même sexe contrairement à leurs croyances religieuses?

Réponse : Oui.

4. L'exigence, sur le plan civil, selon laquelle seules deux personnes de sexe opposé peuvent se marier, prévue par la common law et, pour le Québec, à l'article 5 de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, est-elle conforme à la *Charte canadienne des droits et libertés*? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?

Réponse : La Cour exerce son pouvoir discrétionnaire de ne pas répondre à cette question.

La Cour rejette les demandes de dépens.

*In the Matter of Section 53 of the Supreme Court Act, R.S.C. 1985, c. S-26
And in the Matter of a Reference by the Governor in Council concerning the Proposal for an Act respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes, as set out in Order in Council P.C. 2003-1055, dated July 16, 2003 (29866)*

Indexed as: Reference re Same-Sex Marriage /

Répertorié : Renvoi relatif au mariage entre personnes du même sexe

Neutral citation: 2004 SCC 79. / Référence neutre : 2004 CSC 79.

Rendered December 9, 2004 / Rendu le 9 décembre 2004

Present: McLachlin C.J. and Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella and Charron JJ.

Constitutional law – Distribution of legislative powers – Marriage – Solemnization of marriage – Federal proposal for an Act respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes – Proposed legislation providing that marriage for civil purposes lawful union of two persons to exclusion of all others – Legislation providing also that nothing in Act affecting freedom of officials of religious groups to refuse to perform marriages not in accordance with their religious beliefs – Whether proposed legislation intra vires Parliament – Constitution Act, 1867, ss. 91(26), 92(12).

Constitutional law – Charter of Rights – Equality rights – Freedom of religion – Proposed federal legislation extending right to civil marriage to same-sex couples – Whether proposed legislation consistent with guarantees of equality rights and freedom of religion – Canadian Charter of Rights and Freedoms, ss. 2(a), 15(1).

Constitutional law – Charter of Rights – Freedom of religion – Proposed federal legislation extending right to civil marriage to same-sex couples – Whether guarantee of freedom of religion protects religious officials from being compelled by state to perform same-sex marriage contrary to their religious beliefs – Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 2(a).

Courts – Supreme Court of Canada – Reference jurisdiction – Discretion not to answer reference questions – Whether Court should decline to answer reference questions – Supreme Court Act, R.S.C. 1985, c. S-26, s. 53.

Pursuant to s. 53 of the *Supreme Court Act*, the Governor in Council referred the following questions to this Court:

1. Is the annexed *Proposal for an Act respecting certain aspects of legal capacity for marriage for civil purposes* within the exclusive legislative authority of the Parliament of Canada? If not, in what particular or particulars, and to what extent?
2. If the answer to question 1 is yes, is section 1 of the proposal, which extends capacity to marry to persons of the same sex, consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? If not, in what particular or particulars, and to what extent?
3. Does the freedom of religion guaranteed by paragraph 2(a) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* protect religious officials from being compelled to perform a marriage between two persons of the same sex that is contrary to their religious beliefs?
4. Is the opposite-sex requirement for marriage for civil purposes, as established by the common law and set out for Quebec in section 5 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? If not, in what particular or particulars and to what extent?

The operative sections of the proposed legislation read as follows:

1. Marriage, for civil purposes, is the lawful union of two persons to the exclusion of all others.
2. Nothing in this Act affects the freedom of officials of religious groups to refuse to perform marriages that are not in accordance with their religious beliefs.

Held: Question 1 is answered in the affirmative with respect to s. 1 of the proposed legislation and in the negative with respect to s. 2. Questions 2 and 3 are both answered in the affirmative. The Court declined to answer Question 4.

Question 1

Section 1 of the proposed legislation is *intra vires* Parliament. In pith and substance, s. 1 pertains to the legal capacity for civil marriage and falls within the subject matter of s. 91(26) of the *Constitution Act, 1867*. Section 91(26) did not entrench the common law definition of “marriage” as it stood in 1867. The “frozen concepts” reasoning runs contrary to one of the most fundamental principles of Canadian constitutional interpretation: that our Constitution is a living tree which, by way of progressive interpretation, accommodates and addresses the realities of modern life. Read expansively, the word “marriage” in s. 91(26) does not exclude same-sex marriage. The scope accorded to s. 91(26) does not trench on provincial competence. While federal recognition of same-sex marriage would have an impact in the provincial sphere, the effects are incidental and do not relate to the core of the power in respect of “solemnization of marriage” under s. 92(12) of the *Constitution Act, 1867* or that in respect of “property and civil rights” under s. 92(13).

Section 2 of the proposed legislation is *ultra vires* Parliament. In pith and substance, s. 2 relates to those who may (or must) perform marriages and falls within the subject matter allocated to the provinces under s. 92(12).

Question 2

Section 1 of the proposed legislation is consistent with the *Charter*. The purpose of s. 1 is to extend the right to civil marriage to same-sex couples and, in substance, the provision embodies the government’s policy stance in relation to the s. 15(1) equality concerns of same-sex couples. This, combined with the circumstances giving rise to the proposed legislation and with the preamble thereto, points unequivocally to a purpose which, far from violating the *Charter*, flows from it. With respect to the effect of s. 1, the mere recognition of the equality rights of one group cannot, in itself, constitute a violation of the s. 15(1) rights of another. The promotion of *Charter* rights and values enriches our society as a whole and the furtherance of those rights cannot undermine the very principles the *Charter* was meant to foster. Although the right to same-sex marriage conferred by the proposed legislation may potentially conflict with the right to freedom of religion if the legislation becomes law, conflicts of rights do not imply conflict with the *Charter*; rather, the resolution of such conflicts generally occurs within the ambit of the *Charter* itself by way of internal balancing and delineation. It has not been demonstrated in this reference that impermissible conflicts – conflicts incapable of resolution under s. 2(a) – will arise.

Question 3

Absent unique circumstances with respect to which the Court will not speculate, the guarantee of religious freedom in s. 2(a) of the *Charter* is broad enough to protect religious officials from being compelled by the state to perform civil or religious same-sex marriages that are contrary to their religious beliefs.

Question 4

In the unique circumstances of this reference, the Court should exercise its discretion not to answer Question 4. First, the federal government has stated its intention to address the issue of same-sex marriage legislatively regardless of the Court’s opinion on this question. As a result of decisions by lower courts, the common law definition of marriage in five provinces and one territory no longer imports an opposite-sex requirement and the same is true of s. 5 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*. The government has clearly accepted these decisions and adopted this position as its own. Second, the parties in the previous litigation, and other same-sex couples, have relied upon the finality of the decisions and have acquired rights which are entitled to protection. Finally, an answer to Question 4 has the potential to undermine the government’s stated goal of achieving uniformity in respect of civil marriage across Canada. While uniformity would be achieved if the answer were “no”, a “yes” answer would, by contrast, throw the law into confusion. The lower courts’ decisions in the matters giving rise to this reference are binding in their respective provinces. They would be cast into doubt by an advisory opinion which expressed a contrary view, even though it could not overturn them. These circumstances, weighed against the hypothetical benefit Parliament might derive from an answer, indicate that the Court should decline to answer Question 4.

REFERENCE by the Governor in Council, pursuant to s. 53 of the *Supreme Court Act*, concerning the constitutional validity of same-sex marriage. Question 1 is answered in the affirmative with respect to s. 1 of the proposed legislation and in the negative with respect to s. 2. Questions 2 and 3 are both answered in the affirmative. The Court declined to answer Question 4.

Peter W. Hogg, Q.C., and *Michael H. Morris*, for the Attorney General of Canada.

Alain Gingras, for the intervener the Attorney General of Quebec.

Robert W. Leurer, Q.C., *Margaret Unsworth* and *Christy J. Stockdale*, for the intervener the Attorney General of Alberta.

Leslie A. Reaume, for the intervener the Canadian Human Rights Commission.

Cathy S. Pike and *Abyn Hadibhai*, for the intervener the Ontario Human Rights Commission.

Aaron L. Berg, for the intervener the Manitoba Human Rights Commission.

Andrew K. Lokan and *Odette Soriano*, for the intervener the Canadian Civil Liberties Association.

Elliott M. Myers, Q.C., and *Rebecca Smyth*, for the intervener the British Columbia Civil Liberties Association.

James L. Lebo, Q.C., for the intervener the Canadian Bar Association.

William J. Sammon, *Kellie Siegner* and *Peter D. Lauwers*, for the interveners the Canadian Conference of Catholic Bishops and the Ontario Conference of Catholic Bishops.

Barry W. Bussey, for the intervener the Seventh-Day Adventist Church in Canada.

John O'Sullivan, for the intervener the United Church of Canada.

Kenneth W. Smith and *Robert J. Hughes*, for the intervener the Canadian Unitarian Council.

Mark R. Frederick and *Peter D. Lauwers*, for the intervener the Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints.

R. Douglas Elliott, *Trent Morris* and *Jason J. Tan*, for the intervener the Metropolitan Community Church of Toronto.

Cynthia Petersen, *Joseph J. Arvay, Q.C.*, *Vanessa Payne* and *Kathleen A. Lahey*, for the interveners Egale Canada Inc., Egale Couples (Melinda Roy, Tanya Chambers, David Shortt, Shane McCloskey, Lloyd Thornhill, Robert Peacock, Robin Roberts, Diana Denny, Wendy Young and Mary Teresa Healy) and B.C. Couples (Dawn Barbeau, Elizabeth Barbeau, Peter Cook, Murray Warren, Jane Eaton Hamilton and Joy Masuhara).

Martha A. McCarthy and *Joanna Radbord*, for the interveners the Ontario Couples (Hedy Halpern, Colleen Rogers, Michael Leshner, Michael Stark, Aloysius Pittman, Thomas Allworth, Dawn Onishenko, Julie Erbland, Carolyn Rowe, Carolyn Moffat, Barbara McDowell, Gail Donnelly, Alison Kemper and Joyce Barnet), and the Quebec Couple (Michael Hendricks and René LeBoeuf).

D. Geoffrey Cowper, Q.C., for the intervener the Working Group on Civil Unions.

David M. Brown, for the intervener the Association for Marriage and the Family in Ontario.

Ed Morgan and *Lawrence Thacker*, for the intervener the Canadian Coalition of Liberal Rabbis for same-sex marriage and Rabbi Debra Landsberg, as its nominee.

Linda M. Plumpton and Kathleen E.L. Riggs, for the intervener the Foundation for Equal Families.

Luc Alarie, for the intervener Mouvement laïque québécois.

Noël Saint-Pierre, for the intervener Coalition pour le mariage civil des couples de même sexe.

Peter R. Jervis and Bradley W. Miller, for the interveners the Islamic Society of North America, the Catholic Civil Rights League and the Evangelical Fellowship of Canada, collectively the Interfaith Coalition on Marriage and Family.

Gerald D. Chipeur, Dale William Fedorchuk and Ivan Bernardo, for the interveners the Honourable Anne Cools, Member of the Senate, and Roger Gallaway, Member of the House of Commons.

Written submissions only by *Martin Dion*.

Solicitor for the Attorney General of Canada: Deputy Attorney General of Canada, Toronto.

Solicitor for the intervener the Attorney General of Quebec: Department of Justice, Ste-Foy.

Solicitors for the intervener the Attorney General of Alberta: MacPherson, Leslie & Tyerman, Regina.

Solicitor for the intervener the Canadian Human Rights Commission: Canadian Human Rights Commission, Ottawa.

Solicitor for the intervener the Ontario Human Rights Commission: Ontario Human Rights Commission, Toronto.

Solicitor for the intervener the Manitoba Human Rights Commission: Manitoba Human Rights Commission, Winnipeg.

Solicitors for the intervener the Canadian Civil Liberties Association: Paliare Roland Rosenberg Rothstein, Toronto.

Solicitors for the intervener the British Columbia Civil Liberties Association: Bull, Housser & Tupper, Vancouver.

Solicitors for the intervener the Canadian Bar Association: McLennan Ross, Calgary.

Solicitors for the intervener the Canadian Conference of Catholic Bishops: Barnes, Sammon, Ottawa.

Solicitors for the intervener the Ontario Conference of Catholic Bishops: Miller Thomson, Markham.

Solicitor for the intervener the Seventh-Day Adventist Church in Canada: Barry W. Bussey, Oshawa.

Solicitors for the intervener United Church of Canada: WeirFoulds, Toronto.

Solicitors for the intervener the Canadian Unitarian Council: Smith & Hughes, Vancouver.

Solicitors for the intervener the Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints: Miller, Thomson, Toronto.

Solicitors for the intervener the Metropolitan Community Church of Toronto: Roy Elliott Kim O'Connor, Toronto.

Solicitors for the interveners Egale Canada Inc. and Egale Couples: Sack Goldblatt Mitchell, Toronto; Arvay Finlay, Victoria.

Solicitor for the interveners the B.C. Couples: Kathleen A. Lahey, Kingston.

Solicitors for the interveners the Ontario and Quebec Couples: Epstein, Cole, Toronto.

Solicitors for the intervener the Working Group on Civil Unions: Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

Solicitors for the intervener the Association for Marriage and the Family in Ontario: Stikeman Elliott, Toronto.

Solicitor for the intervener the Canadian Coalition of Liberal Rabbis for same-sex marriage: Ed Morgan, Toronto.

Solicitors for the intervener the Foundation for Equal Families: Torys, Toronto.

Solicitors for the intervener Mouvement laïque québécois: Alarie, Legault, Beauchemin, Paquin, Jobin, Brisson & Philpot: Montréal.

Solicitors for the intervener Coalition pour le mariage civil des couples de même sexe: Saint-Pierre, Grenier, Montréal.

Solicitors for the intervener the Interfaith Coalition on Marriage and Family: Lerner, Toronto.

Solicitors for the interveners the Honourable Anne Cools, Member of the Senate, and Roger Gallaway, Member of the House of Commons: Chipeur Advocates, Calgary.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Major, Bastarache, Binnie, LeBel, Deschamps, Fish, Abella et Charron.

Droit constitutionnel – Distribution des pouvoirs législatifs – Mariage – Célébration du mariage – Proposition de loi concernant certaines conditions de fond du mariage civil formulée par le gouvernement fédéral – Loi proposée prévoyant que le mariage est, sur le plan civil, l'union légitime de deux personnes, à l'exclusion de toute autre personne – Loi disposant aussi qu'elle est sans effet sur la liberté des autorités religieuses de refuser de procéder à des mariages non conformes à leurs croyances religieuses – La loi proposée relève-t-elle de la compétence du Parlement? – Loi constitutionnelle de 1867, art. 91(26), 92(12).

Droit constitutionnel – Charte des droits – Droits à l'égalité – Liberté de religion – Loi fédérale proposée accordant aux couples du même sexe le droit de se marier civilement – La loi proposée est-elle compatible avec les droits à l'égalité et la liberté de religion? – Charte canadienne des droits et libertés, art. 2(a), 15(1).

Droit constitutionnel – Charte des droits – Liberté de religion – Loi fédérale proposée accordant aux couples du même sexe le droit de se marier civilement – La liberté de religion protège-t-elle les autorités religieuses de la contrainte d'avoir à procéder à des mariages entre personnes du même sexe contrairement à leurs croyances religieuses? – Charte canadienne des droits et libertés, art. 2(a).

Tribunaux – Cour suprême du Canada – Compétence en matière de renvoi – Pouvoir discrétionnaire de refuser de répondre à une question posée dans un renvoi – La Cour devrait-elle refuser de répondre aux questions posées dans le renvoi? – Loi sur la Cour suprême, L.R.C. 1985, ch. S-26, art. 53.

Le gouverneur en conseil a déferé les questions suivantes à la Cour en vertu de l'art. 53 de la *Loi sur la Cour suprême* :

1. La *Proposition de loi concernant certaines conditions de fond du mariage civil*, ci-jointe, relève-t-elle de la compétence exclusive du Parlement du Canada? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?

2. Si la réponse à la question 1 est affirmative, l'article 1 de la proposition, qui accorde aux personnes du même sexe la capacité de se marier, est-il conforme à la *Charte canadienne des droits et libertés*? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?
3. La liberté de religion, que garantit l'alinéa 2a) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, protège-t-elle les autorités religieuses de la contrainte d'avoir à marier deux personnes du même sexe contrairement à leurs croyances religieuses?
4. L'exigence, sur le plan civil, selon laquelle seules deux personnes de sexe opposé peuvent se marier, prévue par la common law et, pour le Québec, à l'article 5 de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, est-elle conforme à la *Charte canadienne des droits et libertés*? Dans la négative, à quel égard et dans quelle mesure?

Les dispositions essentielles de la *Loi proposée* sont libellées comme suit :

1. Le mariage est, sur le plan civil, l'union légitime de deux personnes, à l'exclusion de toute autre personne.
2. La présente loi est sans effet sur la liberté des autorités religieuses de refuser de procéder à des mariages non conformes à leurs croyances.

Arrêt : La réponse à la Question 1 est affirmative en ce qui concerne l'art. 1 de la *Loi proposée* et négative en ce qui concerne l'art. 2. Les réponses aux questions 2 et 3 sont affirmatives. La Cour a refusé de répondre à la Question 4.

Question 1

L'article 1 de la *Loi proposée* relève de la compétence du Parlement. De par son caractère véritable, l'art. 1 se rapporte à la capacité juridique de contracter un mariage civil et touche le sujet visé par le par. 91(26) de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Le par. 91(26) n'a pas constitutionnalisé la définition que la common law attribuait au « mariage » en 1867. Le raisonnement fondé sur l'existence de « concepts figés » va à l'encontre de l'un des principes les plus fondamentaux d'interprétation de la Constitution canadienne : notre Constitution est un arbre vivant qui, grâce à une interprétation progressiste, s'adapte et répond aux réalités de la vie moderne. Interprété de façon libérale, le mot « mariage » figurant au par. 91(26) n'exclut pas le mariage entre personnes du même sexe. La portée donnée au paragraphe 91(26) n'empiète pas sur la compétence provinciale. Même si la reconnaissance par le législateur fédéral du mariage entre personnes du même sexe aurait des effets dans la sphère de compétence provinciale, ces effets sont de nature accessoire et ne touchent pas l'essence des pouvoirs concernant la « célébration du mariage » visés au par. 92(12) de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou « la propriété et les droits civils » visés au par. 92(13).

L'article 2 de la loi proposée ne relève pas de la compétence du Parlement. De par son caractère véritable, l'art. 2 traite des personnes qui peuvent (ou doivent) procéder aux mariages et se rapporte au sujet attribué aux provinces par le par. 92(12).

Question 2

L'article 1 de la loi proposée est conforme à la *Charte*. L'article 1 a pour objet d'accorder aux couples du même sexe le droit de se marier civilement et, quant au fond, il exprime la position du gouvernement relativement aux prétentions des couples du même sexe concernant le droit à l'égalité garanti par le par. 15(1). Cette position, combinée aux circonstances à l'origine de la *Loi proposée* et à son préambule, indique sans équivoque que l'objet de la loi, loin de contrevenir à la *Charte*, découle de celle-ci. En ce qui concerne l'effet de l'art. 1, la simple reconnaissance du droit à l'égalité d'un groupe ne peut, en soi, porter atteinte aux droits garantis à un autre groupe par le par. 15(1). L'avancement des droits et valeurs consacrés par la *Charte* profite à l'ensemble de la société et l'affirmation de ces droits ne peut à elle seule aller à l'encontre des principes mêmes que la *Charte* est censée promouvoir. Si la loi proposée est adoptée, il est possible que le droit de se marier qu'elle confère aux couples du même sexe entre en conflit avec le droit à la liberté de religion. Toutefois, un conflit des droits n'emporte pas nécessairement l'existence d'un conflit avec la *Charte*; il peut

généralement, au contraire, être résolu à l'aide de la *Charte* même, au moyen de la définition et de la mise en équilibre internes des droits en cause. Il n'a pas été démontré dans le présent renvoi que des conflits inadmissibles — qui ne peuvent être résolus par l'application de l'al. 2a) — surgiront.

Question 3

En l'absence de circonstances particulières, que la Cour ne s'aventurera pas à imaginer, le droit à la liberté de religion garanti par l'al. 2a) de la *Charte* a une portée assez étendue pour protéger les autorités religieuses contre la possibilité que l'État les contraignent à marier civilement ou religieusement deux personnes du même sexe contrairement à leurs croyances religieuses.

Question 4

Dans les circonstances particulières du présent renvoi, la Cour doit exercer son pouvoir discrétionnaire de refuser de répondre à la Question 4. Premièrement, le gouvernement fédéral a exprimé son intention d'agir relativement au mariage entre personnes du même sexe en présentant un projet de loi, peu importe l'avis que la Cour exprimerait sur cette question. À la suite des décisions rendues par les juridictions inférieures, la définition du mariage en common law dans cinq provinces et un territoire ne comporte plus la condition que les époux soient de sexe opposé. Cette même exigence énoncée à l'art. 5 de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil* a aussi disparu. Le gouvernement a clairement accepté ces conclusions et les a faites siennes. Deuxièmement, les parties aux instances antérieures et d'autres couples du même sexe ont agi en se fondant sur la finalité des jugements obtenus et ont acquis des droits qui doivent être protégés. Enfin, le fait de répondre à la Question 4 risquerait de compromettre le but exprès du gouvernement d'uniformiser le droit en matière de mariage civil dans l'ensemble du Canada. Certes, une certaine uniformité serait créée si la réponse était « non ». Mais, à l'opposé, un « oui » créerait la confusion sur le plan juridique. Les décisions des juridictions inférieures dans les dossiers à l'origine du présent renvoi ont force obligatoire dans les provinces où elles ont été rendues. Elles seraient mises en doute si l'avis exprimé les contredisait, même s'il ne peut les infirmer. Ces circonstances, appréciées en regard de l'avantage hypothétique que le Parlement pourrait tirer d'une réponse, indiquent que la Cour doit refuser de répondre à la Question 4.

RENVOI par le Gouverneur en conseil, conformément à l'art. 53 de la *Loi sur la Cour suprême*, concernant la constitutionnalité du mariage entre personnes du même sexe. La réponse à la Question 1 est affirmative en ce qui concerne l'art. 1 de la loi proposée et négative en ce qui concerne l'art. 2. Les réponses aux questions 2 et 3 sont affirmatives. La Cour a refusé de répondre à la Question 4.

Peter W. Hogg, c.r., et Michael H. Morris, pour le procureur général du Canada.

Alain Gingras, pour l'intervenant le procureur général du Québec.

Robert W. Leurer, c.r., Margaret Unsworth et Christy J. Stockdale, pour l'intervenant le procureur général de l'Alberta.

Leslie A. Reaume, pour l'intervenante la Commission canadienne des droits de la personne.

Cathy S. Pike et Aryn Hadibhai, pour l'intervenante la Commission ontarienne des droits de la personne.

Aaron L. Berg, pour l'intervenante la Commission des droits de la personne du Manitoba.

Andrew K. Lokan et Odette Soriano, pour l'intervenante l'Association canadienne des libertés civiles.

Elliott M. Myers, c.r., et Rebecca Smyth, pour l'intervenante British Columbia Civil Liberties Association.

James L. Lebo, c.r., pour l'intervenante l'Association du Barreau canadien.

William J. Sammon, Kellie Siegner et Peter D. Lauwers, pour les intervenantes la Conférence des évêques catholiques du Canada et la Conférence des évêques catholiques de l'Ontario.

Barry W. Bussey, pour l'intervenante l'Église adventiste du septième jour au Canada.

John O'Sullivan, pour l'intervenante l'Église unie du Canada.

Kenneth W. Smith et *Robert J. Hughes*, pour l'intervenant le Conseil unitaire canadien.

Mark R. Frederick et *Peter D. Lauwers*, pour l'intervenante l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

R. Douglas Elliott, *Trent Morris* et *Jason J. Tan*, pour l'intervenante Metropolitan Community Church of Toronto.

Cynthia Petersen, *Joseph J. Arvay, c.r.*, *Vanessa Payne* et *Kathleen A. Lahey*, pour les intervenants Egale Canada Inc., les Couples Egale (Melinda Roy, Tanya Chambers, David Shortt, Shane McCloskey, Lloyd Thornhill, Robert Peacock, Robin Roberts, Diana Denny, Wendy Young et Mary Teresa Healy) et les Couples de la Colombie-Britannique (Dawn Barbeau, Elizabeth Barbeau, Peter Cook, Murray Warren, Jane Eaton Hamilton et Joy Masuhara).

Martha A. McCarthy et *Joanna Radbord*, pour les intervenants les Couples de l'Ontario (Hedy Halpern, Colleen Rogers, Michael Leshner, Michael Stark, Aloysius Pittman, Thomas Allworth, Dawn Onishenko, Julie Erbland, Carolyn Rowe, Carolyn Moffat, Barbara McDowell, Gail Donnelly, Alison Kemper et Joyce Barnet) et le Couple du Québec (Michael Hendricks et René LeBoeuf).

D. Geoffrey Cowper, c.r., pour l'intervenant Working Group on Civil Unions.

David M. Brown, pour l'intervenante Association for Marriage and the Family in Ontario.

Ed Morgan et *Lawrence Thacker*, pour les intervenants la Coalition canadienne des rabbins libéraux en faveur des mariages entre conjoints de même sexe et le rabbin Debra Landsberg, en sa qualité de représentante désignée.

Linda M. Plumpton et *Kathleen E.L. Riggs*, pour l'intervenante la Fondation en faveur de l'égalité des familles.

Luc Alarie, pour l'intervenant le Mouvement laïque québécois.

Noël Saint-Pierre, pour l'intervenante la Coalition pour le mariage civil des couples de même sexe.

Peter R. Jervis et *Bradley W. Miller*, pour les intervenants Islamic Society of North America, la Ligue catholique des droits de l'homme et l'Alliance évangélique du Canada, désignées collectivement comme Interfaith Coalition on Marriage and Family.

Gerald D. Chipeur, *Dale William Fedorchuk* et *Ivan Bernardo*, pour les intervenants l'honorable Anne Cools, sénatrice, et Roger Gallaway, membre de la Chambre des communes.

Argumentation écrite seulement par *Martin Dion*.

Procureur du procureur général du Canada : *Le sous-procureur général du Canada, Toronto*.

Procureur de l'intervenant le procureur général du Québec : *Ministère de la Justice, Ste-Foy*.

Procureurs de l'intervenant le procureur général de l'Alberta : *MacPherson, Leslie & Tyerman, Regina*.

Procureur de l'intervenante la Commission canadienne des droits de la personne : *Commission canadienne des droits de la personne, Ottawa*.

Procureur de l'intervenante la Commission ontarienne des droits de la personne : *Commission ontarienne des droits de la personne, Toronto*.

Procureur de l'intervenante la Commission des droits de la personne du Manitoba : Commission des droits de la personne du Manitoba, Winnipeg.

Procureurs de l'Association canadienne des libertés civiles : Paliare Roland Rosenberg Rothstein, Toronto.

Procureurs de l'intervenante British Columbia Civil Liberties Association : Bull, Housser & Tupper, Vancouver.

Procureurs de l'intervenante l'Association du Barreau canadien : McLennan Ross, Calgary.

Procureurs de l'intervenante la Conférence des évêques catholiques du Canada : Barnes, Sammon, Ottawa.

Procureurs de l'intervenante la Conférence des évêques catholiques de l'Ontario : Miller Thomson, Markham.

Procureur de l'intervenante l'Église adventiste du septième jour au Canada : Barry W. Bussey, Oshawa.

Procureurs de l'intervenante l'Église unie du Canada : WeirFoulds, Toronto.

Procureurs de l'intervenant le Conseil unitaire canadien : Smith & Hughes, Vancouver.

Procureurs de l'intervenante l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours : Miller, Thomson, Toronto.

Procureurs de l'intervenante Metropolitan Community Church of Toronto : Roy Elliott Kim O'Connor, Toronto.

Procureurs des intervenants Egale Canada Inc. et les Couples Egale : Sack Goldblatt Mitchell, Toronto; Arvay Finlay, Victoria.

Procureur des intervenants les Couples de la Colombie-Britannique : Kathleen A. Lahey, Kingston.

Procureurs des intervenants les Couples de l'Ontario et du Québec : Epstein, Cole, Toronto.

Procureurs de l'intervenant Working Group on Civil Unions : Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

Procureurs de l'intervenante Association for Marriage and the Family in Ontario : Stikeman Elliott, Toronto.

Procureur de l'intervenante la Coalition canadienne des rabbins libéraux en faveur des mariages entre conjoints de même sexe : Ed Morgan, Toronto.

Procureurs de la Fondation en faveur de l'égalité des familles : Torys, Toronto.

Procureurs du Mouvement laïque québécois : Alarie, Legault, Beauchemin, Paquin, Jobin, Brisson & Philpot : Montréal.

Procureurs de la Coalition pour le mariage civil des couples de même sexe : Saint-Pierre, Grenier, Montréal.

Procureurs de l'intervenante Interfaith Coalition on Marriage and Family : Lerner, Toronto.

Procureurs des intervenants l'honorable Anne Cools, sénatrice, et Roger Gallaway, membre de la Chambre des Communes : Chipecur Advocates, Calgary.

DEADLINES: APPEALS

The Fall Session of the Supreme Court of Canada started October 4, 2004.

Pursuant to the *Supreme Court Act* and *Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be heard:

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within 12 weeks of the filing of the notice of appeal or 12 weeks from decision on the motion to state a constitutional question.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks after the service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, (if any), must be filed within eight weeks of the order granting leave to intervene or within 20 weeks of the filing of a notice of intervention under subrule 61(4).

Parties' condensed book, if required, must be filed on the day of hearing of the appeal.

The Registrar shall enter the appeal on a list of cases to be heard after the respondent's factum is filed or at the end of the eight-week period referred to in Rule 36.

DÉLAIS : APPELS

La session d'automne de la Cour suprême du Canada a commencé le 4 octobre 2004.

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être entendu:

Le dossier de l'appellant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les douze semaines du dépôt de l'avis d'appel ou douze semaines de la décision de la requête pour formulation d'une question constitutionnelle.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appellant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les huit semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention ou dans les vingt semaines suivant le dépôt de l'avis d'intervention visé au paragraphe 61(4).

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés le jour de l'audition de l'appel.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai de huit semaines prévu à la règle 36.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPREME

- 2004 -

10/06/04

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	M 4	5	6	7	8	9
10	H 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24 31	25	26	27	28	29	30

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	H 11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	M 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	H 27	H 28	29	30	31	

- 2005 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	H 3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28					

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	H 25	26
27	H 28	29	30	31		

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	M 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	2	3	4	5	6	7
8	M 9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	H 23	24	25	26	27	28
29	30	31				

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	M 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	
25	26	27	28	29	30	

Sittings of the court:
Séances de la cour:

Motions:
Requêtes:

Holidays:
Jours fériés:

M
H

18 sitting weeks/semaines séances de la cour
88 sitting days/journées séances de la cour
9 motion and conference days/ journées
requêtes.conférences
2 holidays during sitting days/ jours fériés
durant les sessions